

MEDEF Actu-Eco - n° 328

Direction des études économiques

Semaine du 28 mai au 01 juin 2018



SOMMAIRE

FRANCE

1. **Croissance du PIB au premier trimestre 2018** : tassement de l'activité plus fort que prévu (+0,2% après +0,7%), net ralentissement de l'investissement et repli des exportations
2. **Défaillances d'entreprises en mars 2018** : 52 965 en cumul sur douze mois (-7,3% sur un an)
3. **Dépenses de consommation des ménages en biens en avril 2018** : net recul au mois le mois, quasi stabilité sur un an
4. **Confiance des ménages en mai 2018** : légère baisse de l'indice général, pessimisme sur le niveau de vie, craintes du chômage au plus bas depuis plus de dix ans
5. **Climat des affaires en mai 2018** : cinquième mois consécutif de baisse de l'indicateur général et plus forte baisse depuis octobre 2012, indice de retournement toujours en zone d'incertitudes

EUROPE

6. **Climat des affaires allemand en mai 2018** : pause dans le mouvement de baisse, vif rebond dans les services

INTERNATIONAL

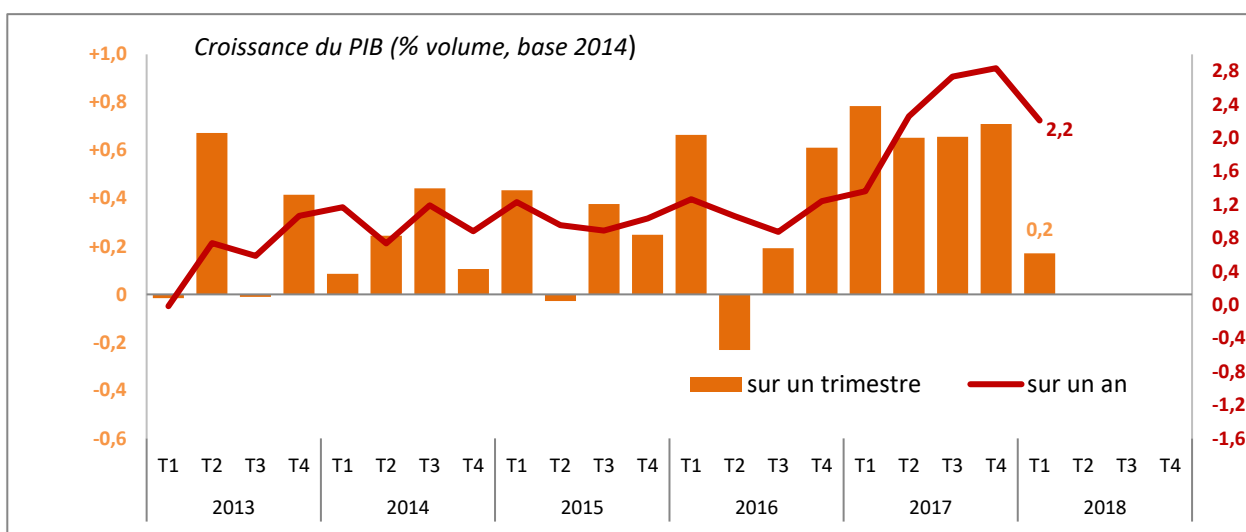
7. **Tendance récente des marchés** : craintes sur la zone euro dans un contexte de tension sur la dette italienne et fuite vers la qualité

1. Croissance du PIB au premier trimestre 2018 : tassement de l'activité plus fort que prévu (+0,2% après +0,7%), net ralentissement de l'investissement et repli des exportations

* Selon la *deuxième estimation* de l'INSEE, le PIB français en volume, mesuré en rythme trimestriel, aurait ralenti au premier trimestre 2018 (+0,2%, après +0,7% au quatrième trimestre 2017). Pour rappel, lors de sa première estimation, l'INSEE inscrivait une croissance trimestrielle de +0,3%. Ce tassement était globalement attendu au regard de celui des indicateurs conjoncturels publiés entre janvier et mars.

Entre le premier trimestre 2017 et le premier trimestre 2018, le PIB français aurait enregistré une croissance de +2,2%, marquant ainsi une pause dans la dynamique d'accélération observée lors des six trimestres précédents. Pour rappel, au quatrième trimestre 2017, la croissance du PIB en glissement annuel avait atteint +2,8%.

Enfin sur l'année 2017, la croissance du PIB français a été révisée à la hausse à +2,3%, rythme le plus fort depuis 2007.



Source : INSEE

* La croissance du PIB au premier trimestre 2018, en rythme trimestriel recouvrerait :

○ En termes de production par branche :

- un **repli de la production manufacturière** (-1,0% après +1,3% au trimestre précédent) pour la première fois depuis le deuxième trimestre 2016. Cette baisse s'expliquerait à la fois par la chute de la production dans l'industrie des **matériels de transport** (-3,0% après +3,2%) ainsi que par le repli observé dans les **autres branches industrielles** (-1,0% après +1,0%). La baisse de la production dans la **cokéfaction et raffinage** s'est accentuée (-1,0% après -0,5%). La production dans les **biens d'équipement** a marqué le pas (-0,2%) après la forte hausse du trimestre dernier (+2,2%). Enfin, le rythme de croissance de la production dans l'industrie **agro-alimentaire** s'est maintenu (+0,3%) ;

- un **ralentissement dans les services marchands** (+0,5% après +1,1%) qui s'expliquerait par celui constaté dans les secteurs des **services financiers** (+0,5% après +0,7%), des **services aux entreprises** (+0,5% après +1,7%), des **transports** (+1,2% après +1,8%) et de **l'hébergement-restauration** (+0,7% après +1,0%). La croissance de la production dans le secteur de **l'information-communication** se serait en revanche maintenue (+1,3%) ;
- un léger repli de la production dans **la construction** (-0,1% après +0,5%).

○ En termes de composantes de la demande :

- **un faible dynamisme de la consommation des ménages** (+0,1%) à relier principalement au repli de la consommation de biens alimentaires (-0,3% après +0,1%). Les dépenses en énergie se sont en revanche redressées (+0,7% après -0,5%) « *en raison de températures inférieures aux normales saisonnières en février et mars* » ;
- une progression inchangée **des dépenses de consommation des administrations publiques** (+0,3%) ;
- un **tassement de l'investissement total** (+0,2% après +0,9%), qui trouverait son origine dans celui

des entreprises non financières (+0,1% après +1,2%) avec notamment un recul de la formation brute de capital fixe en biens manufacturés (- 1,3% après +1,6%). Le rythme d'expansion de l'investissement des ménages aurait également ralenti (+0,2% après +0,6%) dans le sillage du ralentissement du secteur de la construction. Enfin, l'investissement des administrations publiques aurait légèrement accéléré (+0,5% après +0,4%) ;

- un **repli des exportations de biens et services** (- 0,3% après +2,3%) **et des importations** (-0,3% après +0,1%).

Détail de la croissance du PIB et de ses composantes

%, volume	T2 2017	T3 2017	T4 2017	T1 2018	2017	2018 (acquis)
PIB	+0,7	+0,7	+0,7	+0,2	+2,3	+1,2
Consommation des ménages	+0,3	+0,5	+0,2	+0,1	+1,1	+0,6
Consommation des administrations publiques	+0,5	+0,5	+0,3	+0,3	+1,4	+0,9
Investissement total (FBCF), dont :	+0,9	+1,3	+0,9	+0,2	+4,7	+1,8
<i>entreprises non financières</i>	<i>+0,6</i>	<i>+1,5</i>	<i>+1,2</i>	<i>+0,1</i>	<i>+4,4</i>	<i>+2,0</i>
<i>ménages (logements)</i>	<i>+1,5</i>	<i>+1,0</i>	<i>+0,6</i>	<i>+0,2</i>	<i>+5,6</i>	<i>+1,6</i>
<i>administrations publiques</i>	<i>+0,4</i>	<i>+0,3</i>	<i>+0,4</i>	<i>+0,5</i>	<i>+1,6</i>	<i>+1,1</i>
Exportations (biens et services)	+2,8	+0,8	+2,3	-0,3	+4,7	+2,5
Importations (biens et services)	-0,1	+1,8	+0,1	-0,3	+4,1	+0,6

Source : INSEE

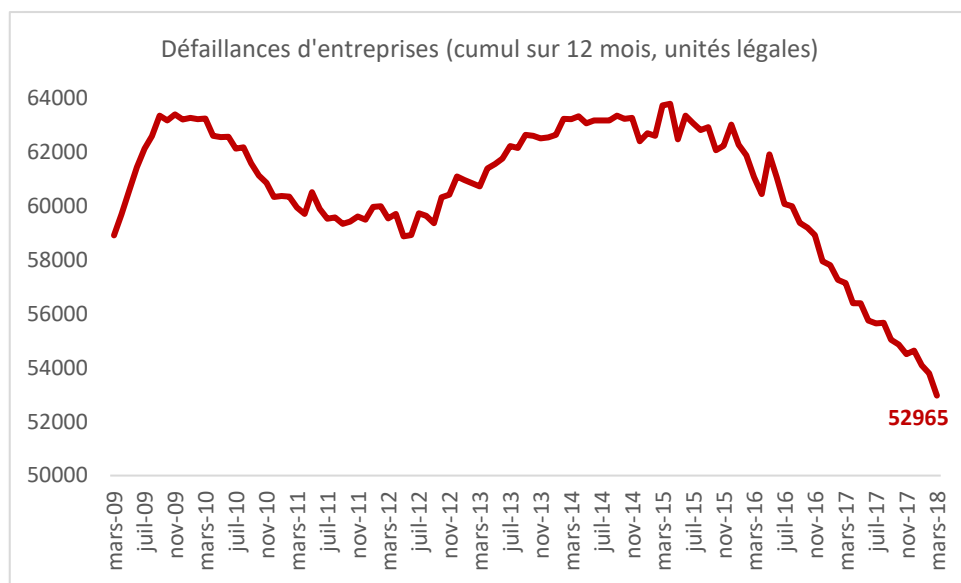
* Au total, **au premier trimestre 2018**, la croissance résulterait uniquement d'une **contribution positive de la demande intérieure finale hors stocks**, la contribution du solde extérieur et des variations de stock étant nulle.

* **Pour 2018, l'acquis de croissance s'élèverait à +1,2%** avec une **contribution positive de la demande intérieure** (+0,9 point) et du commerce extérieur (+0,6 point). Pour rappel, les prévisions de croissance des différentes institutions pour 2018 vont de +1,9% (Banque de France en mars) à +2,2% (OCDE en mars).

2. Défaillances d'entreprises en mars 2018 : 52 965 en cumul sur douze mois (- 7,3 % sur un an)

* Selon les estimations de la Banque de France, **les défaillances d'entreprises** (redressement judiciaire, liquidation judiciaire, procédure de sauvegarde) **se seraient établies à 52 965 unités légales en mars 2018**, en cumul sur un an. Il s'agit toujours des niveaux les plus bas depuis octobre 2008. **Elles**

s'inscriraient en repli de -7,3% par rapport à mars 2017 (toujours en cumul sur douze mois), rythme de baisse supérieur à celui du mois précédent (- 6,0%). Il s'agit du **vingt-septième mois consécutif de baisse** des défaillances d'entreprises.



Source : Banque de France

* Par taille d'entreprise les défaillances des **PME** auraient reculé de -7,3% entre mars 2017 et mars 2018 (cumul sur douze mois). La baisse la plus forte aurait concerné les *moyennes entreprises* (-12,3%) qui ne constituent que 0,5% du total des défaillances. Les défaillances des *très petites entreprises* (3,1% du total des défaillances) se seraient également repliées (-9,2%), à l'instar de celles des microentreprises

(- 7,4) qui constituent près de 95% du total des défaillances. Après avoir augmenté au cours des deux mois précédents, les défaillances des *petites entreprises* auraient reculé en mars (-0,5%).

Les défaillances des **ETI et des grandes entreprises** auraient augmenté de +53,1% en mars, tout en ne représentant que 0,1% du total.

Défaillances d'entreprises par taille d'entreprise (cumul sur les 12 derniers mois)

Unités légales	Février 2018	Mars 2018	mars 18 / mars 17 (%)	Part dans total (%)
PME, dont :	53 744	52 916	-7,3	99,9
Microentreprises et taille indéterminée	50 922	50 129	-7,4	94,6
Très petites entreprises	1 674	1 657	-9,2	3,1
Petites entreprises	860	846	-0,5	1,6
Moyennes entreprises	288	284	-12,3	0,5
ETI et Grandes entreprises	49	49	+53,1	0,1
Total	53 793	52 965	-6,4	100

Source : Banque de France

* Cette baisse des défaillances cumulées sur un an se retrouverait dans tous les secteurs d'activité, à l'exception du transport et entreposage (+4,2%). L'ampleur du recul serait très variable : -13,6% dans les activités immobilières ; -11,6% dans la

construction (plus d'une défaillance sur cinq) ; -9,6% dans les activités financières et d'assurance ; - 6,2% dans l'industrie ; - 4,9% dans l'agriculture, sylviculture et pêche.

Défaillances d'entreprises pour certains secteurs d'activité (cumul sur 12 mois)

<i>Unités légales</i>	Février 2018	Mars 2018	mars 18 / mars 17 (%)	Part dans total (%)
Agriculture, sylviculture et pêche	1 489	1 434	-4,9	2,7
Industrie	3 815	3 798	-6,2	7,2
Construction	11 928	11 663	-11,6	22,0
Commerce et réparation automobile	11 785	11 593	-6,9	21,9
Transports et entreposage	1 858	1 848	+4,2	3,5
Hébergement et restauration	7 156	7 107	-6,4	13,4
Information et communication	1 376	1 352	-1,7	2,6
Activités financières et d'assurance	1 035	1 003	-9,6	1,9
Activités immobilières	1 759	1 748	-13,6	3,3
Soutien aux entreprises	5 753	5 678	-6,9	10,7
Enseignement, santé humaine, action sociale	5 356	5 258	-4,7	9,9
Total	53 793	52 965	-7,3	100

Source : Banque de France

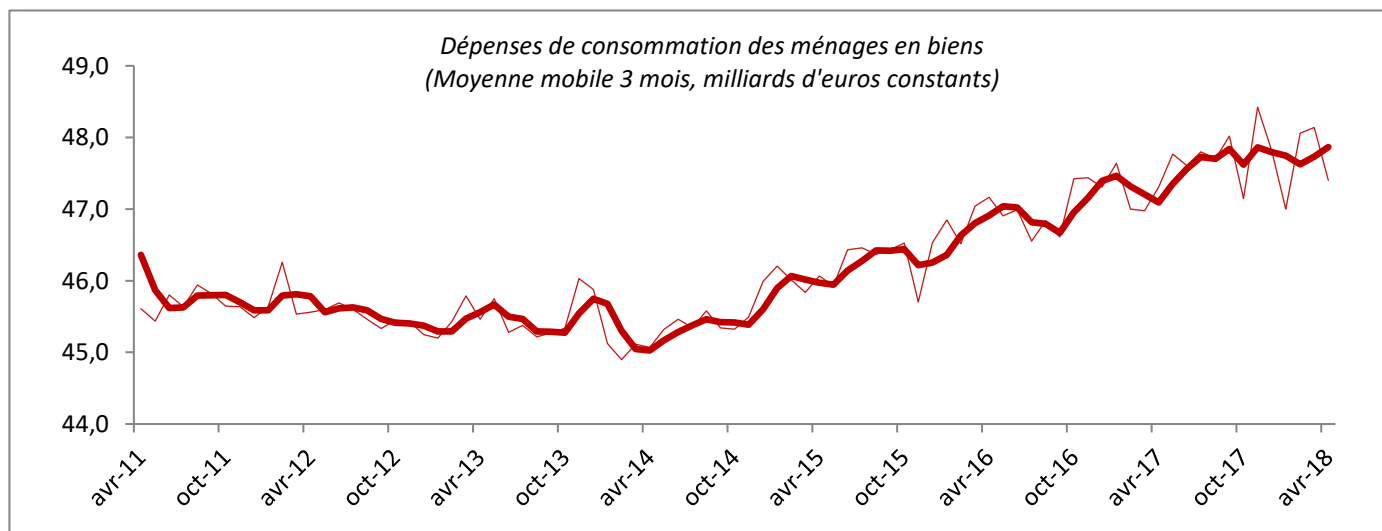
3. Dépenses de consommation des ménages en biens en avril 2018 : net recul au mois le mois, quasi stabilité sur un an

*Selon la dernière enquête de l'INSEE, **les dépenses de consommation des ménages en biens** (en volume, CVS-CJO) **ont franchement diminué en avril 2018** (- 1,5% en variation mensuelle) après avoir stagné en mars. Les dépenses en biens fabriqués ont été quasi stables tandis que la consommation alimentaire et d'énergie a diminué :

- **Le rythme de progression des dépenses en biens fabriqués est resté globalement stable** (+0,2% après +0,5%). Cette stabilité recouvre d'une part une diminution des dépenses en biens durables (- 0,7% après +1,7%) sous l'effet de la baisse des dépenses à destination de l'équipement du logement (-1,8% après +1,8%), notamment « les meubles et les équipements de communication (smartphones) », et, d'autre part un rebond marqué des achats de vêtements et de chaussures (+2,5% pour le poste habillement-textile après -1,7%). Les achats « d'autres biens fabriqués » ont progressé de +0,4%, tirés en particulier par ceux d'articles de quincaillerie-bricolage ;

- **la consommation alimentaire s'est nettement repliée** (-1,8% après +0,2%) du fait de la baisse des dépenses en produits agricoles non transformés (fruits, légumes), en produits agro-alimentaires (viandes et produits laitiers) et en boissons. La consommation de tabac a rebondi après la chute constatée en mars qui faisait suite à la hausse des prix du tabac du 1^{er} mars 2018 ;
- **la baisse de la consommation d'énergie s'est vivement accentuée** (-5,4% après -0,9%). Les dépenses de chauffage ont significativement diminué « sous l'effet de températures nettement au-dessus des normales saisonnières en avril, après des mois de février et mars froids ».

* **En glissement sur un an, les dépenses des ménages ont été quasi stables** (+0,2%). Cette évolution recouvre d'une part une baisse de la consommation alimentaire (- 2,2%) et de celle d'énergie et, d'autre part, une hausse des dépenses en biens fabriqués (+2,5%) notamment celles de matériels de transports (+4,5%), celles d'habillement-textile (+3,3%) et celles pour l'équipement du logement (+1,8%).



Source : INSEE

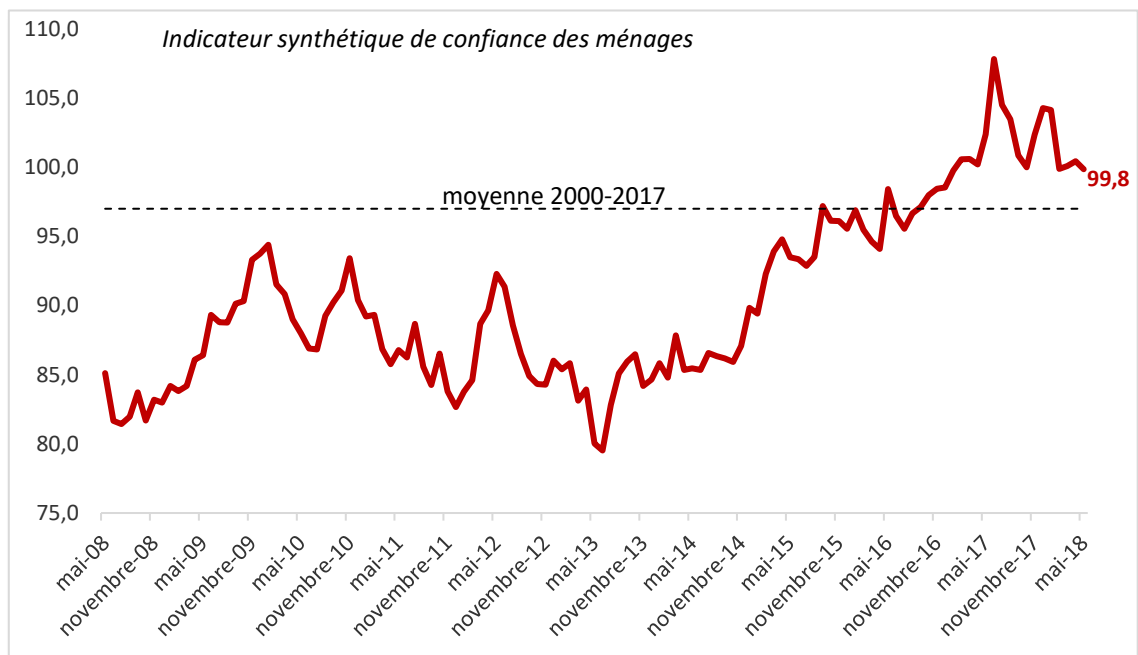
Sur les trois derniers mois connus (février, mars et avril) **les dépenses des ménages ont été quasi stables par rapport au trois mois précédents (+0,2%)** : stabilité dans l'alimentaire, hausse de +0,2% pour les biens fabriqués, hausse de +1,0% pour l'énergie.

* **Toujours sur les trois derniers mois connus, mais en glissement annuel, les dépenses des ménages ont augmenté de +0,6%**. Cette progression a été portée par celle des dépenses énergétiques (+6,1%) et celles des achats de biens fabriqués (+1,7% dont +4,0% pour les achats d'automobiles et +3,2% pour les dépenses de biens d'équipement du logement). Les achats de produits alimentaires se sont en revanche légèrement repliés (- 0,4%).

4. Confiance des ménages en mai 2018 : légère baisse de l'indice général, pessimisme sur le niveau de vie, craintes du chômage au plus bas depuis plus de dix ans

* Selon la dernière enquête de l'INSEE, **la confiance des ménages s'est très légèrement effritée en mai 2018**. L'indicateur qui la synthétise est repassé sous la barre des 100 perdant ainsi -0,6 point par rapport à

son niveau d'avril (100,4). Pour rappel, **le moral des ménages s'était hissé à son plus haut niveau depuis dix ans en juin 2017**.



Source : INSEE

* S'agissant du « contexte économique », **l'opinion des ménages sur le niveau de vie en France s'est nettement détériorée** après le rebond d'avril, renouant ainsi avec la tendance observée au premier trimestre : l'opinion sur leur niveau de vie passée a diminué (-2,6 points après +3,5 en avril et -7,1 sur les trois premiers mois de l'année) de même que celle sur les perspectives d'évolution du niveau de vie en France (-4,1 points après +1,7 en avril et -7,7 sur les trois premiers mois de l'année).

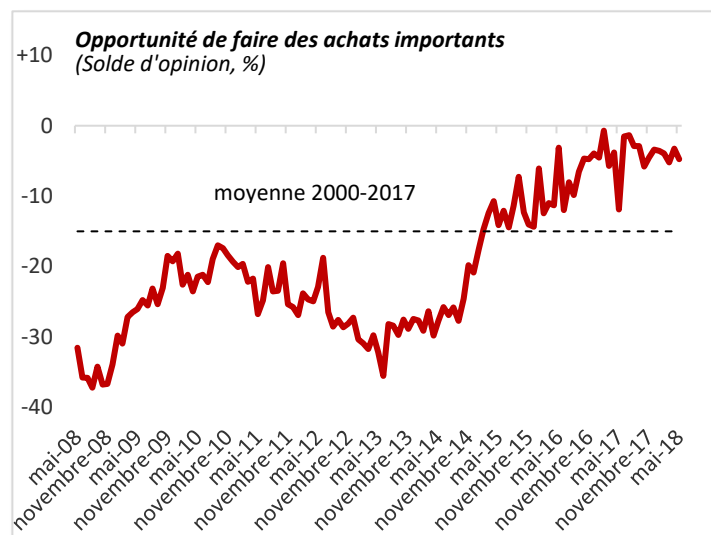
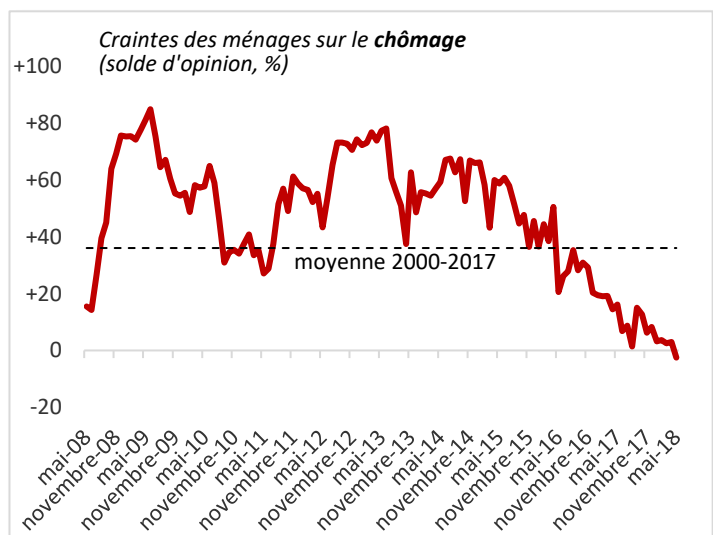
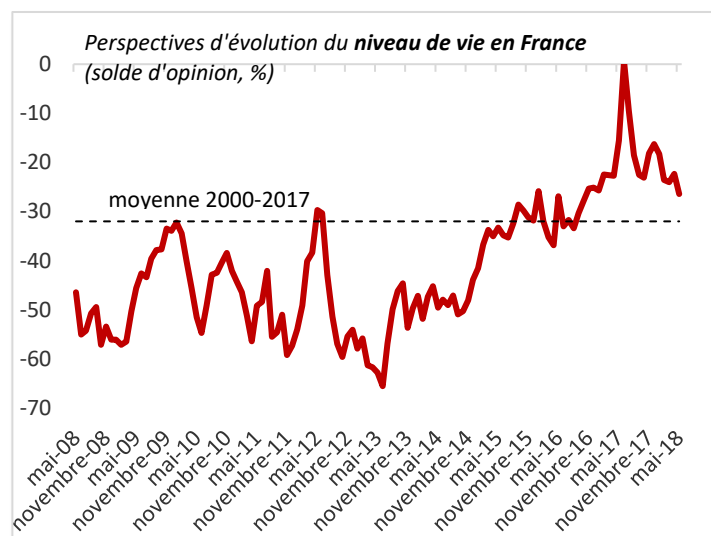
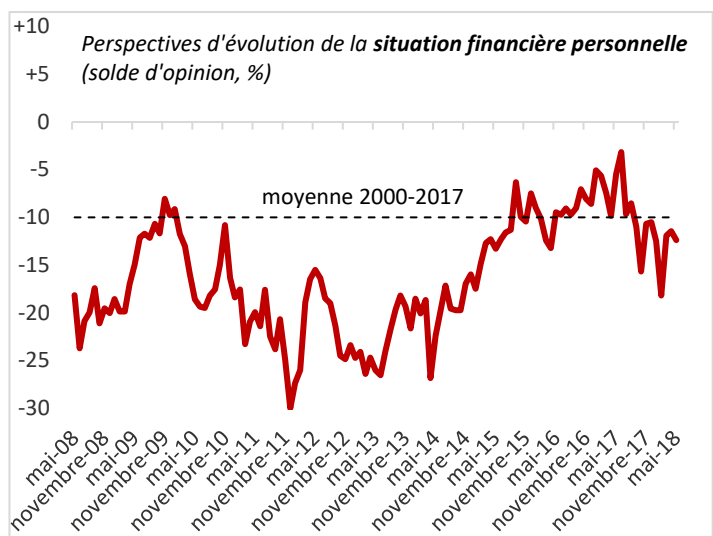
Dans le même temps, leurs « **craintes concernant le chômage** » **se sont affaiblies** (baisse du solde d'opinion de -5,5 point) et sont au plus bas depuis décembre 2007.

Enfin, la proportion des ménages estimant que **les prix** ont augmenté au cours des douze derniers mois a augmenté (+7,2 points) de même que celle anticipant une hausse des prix au cours des douze prochains mois (+7,3 points).

* S'agissant de leur « situation personnelle », la perception qu'ont les ménages de leur **situation financière future** s'est légèrement dégradée (-0,9 point), le solde d'opinion demeurant toujours loin de sa moyenne de longue période. La perception qu'ils ont de leur **situation financière passée** s'est en revanche améliorée (rebond de l'indice de +1,4 point).

La proportion des ménages estimant qu'il est « **opportun de faire des achats importants** » a diminué (-1,5 point). Celle estimant qu'il est « **opportun d'épargner** » a franchement augmenté (+4,7 points).

Enfin le solde d'opinion des ménages sur leur **capacité d'épargne actuelle** est resté quasi stable tandis que celui sur leur **capacité future** a vivement augmenté (+5,3 points).



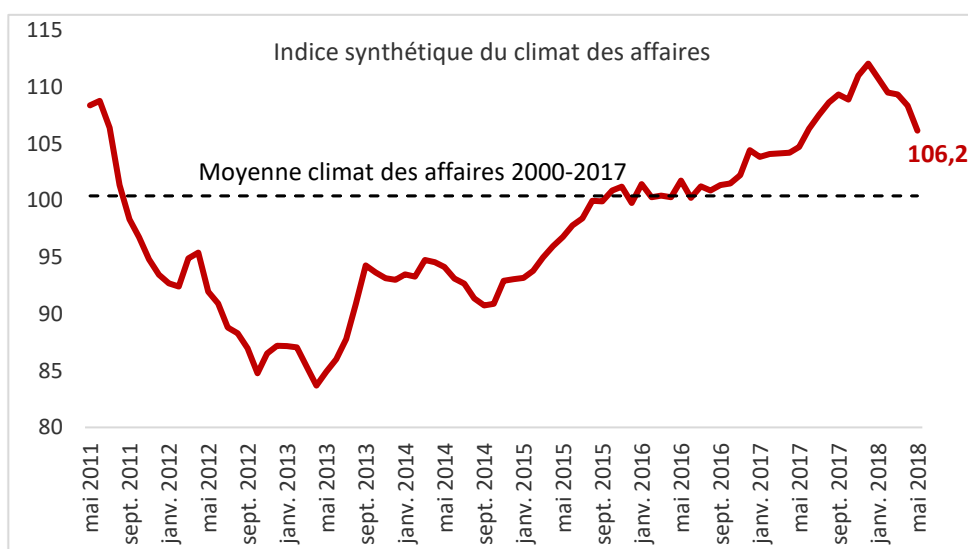
Source : INSEE

5. Climat des affaires en mai 2018 : cinquième mois consécutif de baisse de l'indicateur général et plus forte baisse depuis octobre 2012, indice de retournement toujours en zone d'incertitudes

* Selon les dernières enquêtes de conjoncture de l'INSEE, **le climat des affaires en France a continué de se dégrader en mai** pour renouer avec son niveau de juin dernier. L'indice qui le synthétise, calculé à partir des réponses des chefs d'entreprise des principaux secteurs d'activité, a chuté de -2,2 points par rapport à avril pour s'établir à 106,2 : **un mouvement d'une telle ampleur au mois le mois n'avait plus été observé depuis octobre 2012**.

Il s'agit du cinquième mois consécutif de baisse. L'indice du climat des affaires demeure au-dessus de son niveau moyen de longue période.

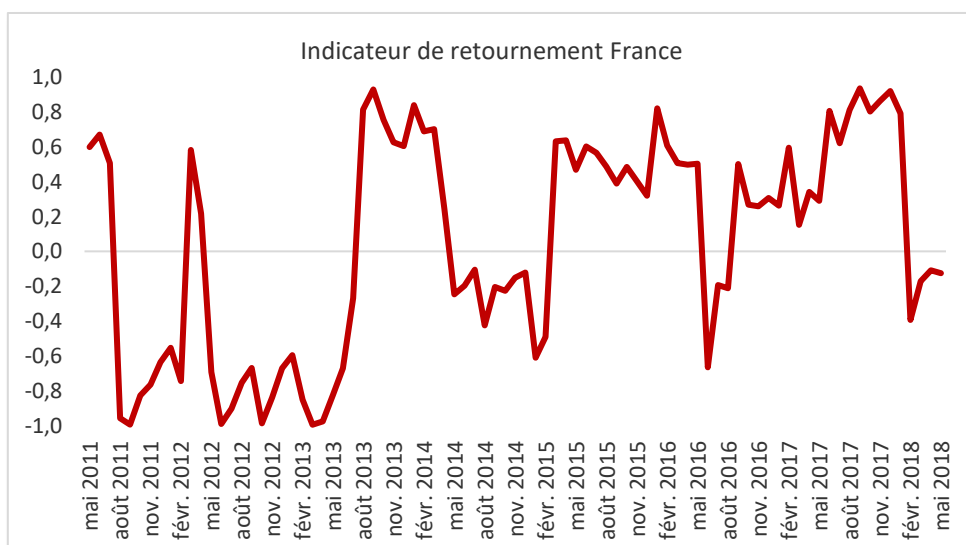
En parallèle, **l'indicateur du climat de l'emploi a faibli pour le deuxième mois consécutif** après avoir atteint un plus haut depuis août 2011 en mars : « cette baisse résulte surtout d'un fléchissement des soldes d'opinion sur l'emploi passé dans les services hors intérim, et sur l'emploi prévu dans le commerce de détail ».



Source : INSEE

* **L'indicateur de retournement** pour l'ensemble de l'économie est demeuré dans « la zone d'incertitudes conjoncturelles » (-0,1). Compris entre -1 et +1, cet indicateur permet d'apprécier le caractère favorable

(proche de +1) ou défavorable (proche de -1) de la conjoncture française ainsi que les zones d'incertitudes (bornes -0,3 et +0,3).

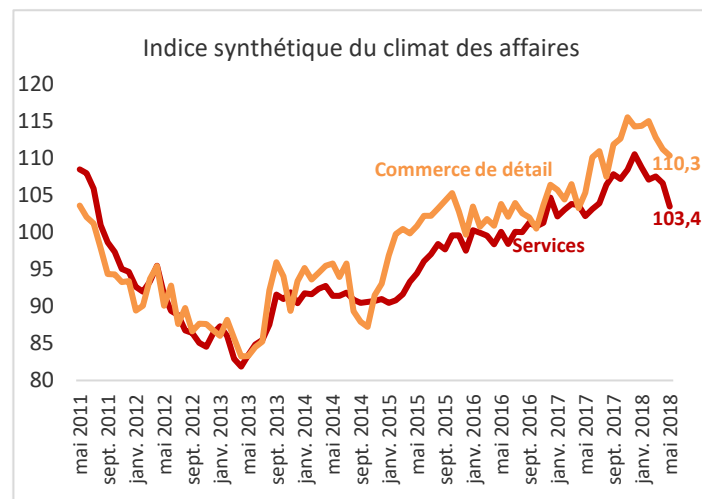
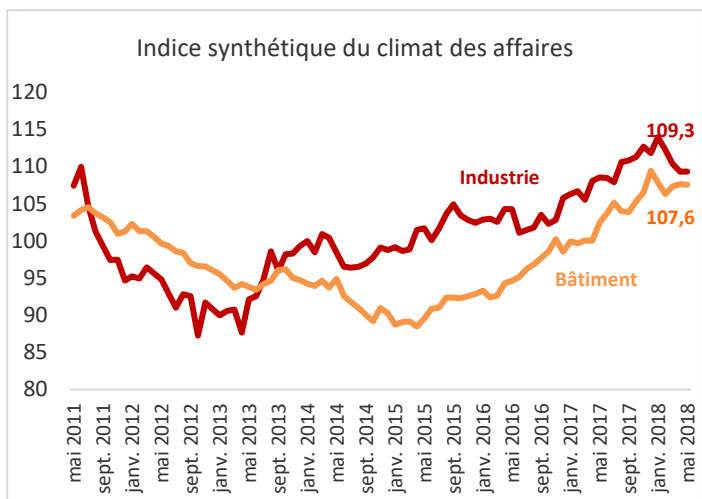


Source : INSEE

* La détérioration du climat des affaires en mai a concerné les secteurs des services et du commerce de détail tandis que la situation est restée stable dans l'industrie manufacturière et dans le bâtiment :

- **dans les services, l'indice du climat des affaires a nettement fléchi** (-3,1 points après -0,9 point en avril). Cette dégradation s'explique par la baisse du solde d'opinion sur les *perspectives générales d'activité* (-3,0 points), de celui sur *l'activité passée et future* (-6,0 points et -4,0 points) ainsi que de celui sur *la demande prévue* (-1,0 point). Par sous-secteurs, le climat s'est dégradé dans *l'hébergement-restauration* (-6,0 points), dans les *activités spécialisées, scientifiques et techniques* (-4,0 points) et dans les *services administratifs et de soutien* (-3,0 points) ;
- **selon les chefs d'entreprise du commerce de détail et du commerce et de la réparation d'automobiles, le climat a été moins favorable en mai** (baisse de l'indice correspondant de -0,9 point après -1,6). Ce retrait s'explique en partie par la baisse du solde d'opinion sur les *perspectives générales d'activité* (-1,0 point) tandis celui sur les *intentions de commandes* a progressé (+3,0 points). Comme en avril, le repli du climat des affaires a concerné en particulier le commerce de détail plutôt que le commerce et la réparation automobiles ;

- après avoir atteint un plus haut de dix-sept ans en janvier, le climat conjoncturel dans l'industrie manufacturière n'a cessé de se dégrader : **ce mouvement a été interrompu en mai, l'indice du climat se stabilisant à 109,3** (très nettement au-dessus de sa moyenne de long terme). Si l'opinion des industriels sur les *perspectives générales de production* et celle sur les *commandes étrangères* a continué d'être négative (respectivement -8,0 points et -1,0 point), celle sur leurs *perspectives personnelles* a progressé (+2,0 points après déjà +6,0 points en avril). Par sous-secteurs, le climat s'est dégradé dans l'industrie de *l'automobile* (-4,0 points), des *autres matériels de transport* (-2,0 points), de la *métallurgie et autres produits métalliques* (-1,0 point) et des *produits informatiques, électroniques et optiques* (-1,0 point) ;
- **dans l'industrie du bâtiment, le climat des affaires est demeuré quasi inchangé**. De manière générale, les entrepreneurs interrogés ont fait preuve d'un léger pessimisme s'agissant de leur *activité passée ou à venir* (baisse des soldes d'opinion correspondant de -4,0 points et de -5,0 points).

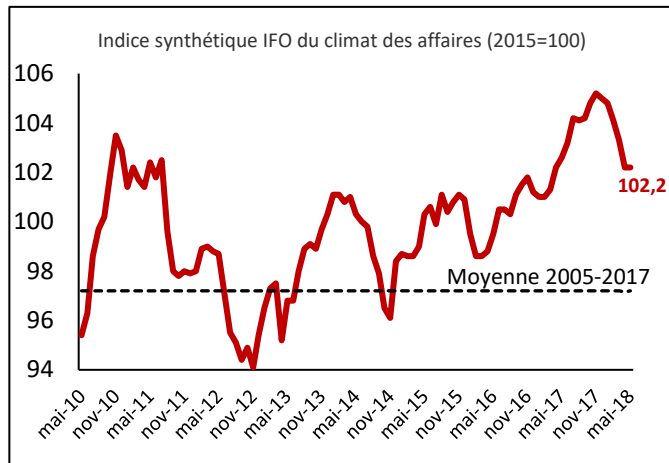


Source : INSEE

6. Climat des affaires allemand en mai 2018 : pause dans le mouvement de baisse, vif rebond dans les services

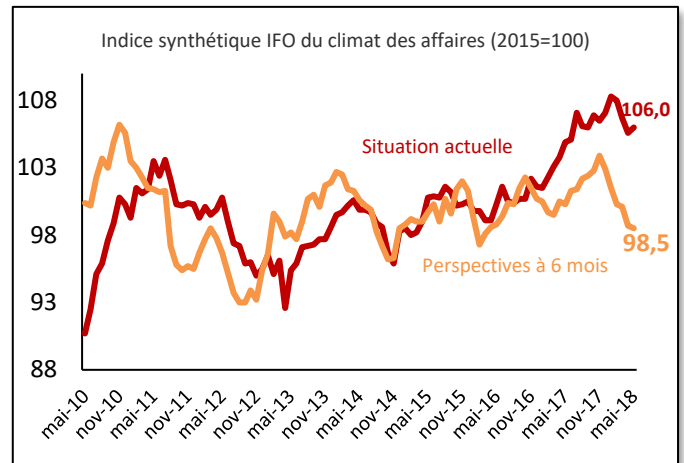
* **Le climat des affaires dans la construction, l'industrie, le commerce et les services en Allemagne a cessé de se dégrader en mai 2018 et est demeuré stable.** L'indicateur synthétique Ifo, calculé à partir d'un échantillon d'environ 7 000 entreprises, s'est ainsi établi à 102,2.

Cette stabilité recouvre **une amélioration de la perception des entreprises de leur situation actuelle**



(hausse de l'indice de +0,4 point à 106,0) **mais une légère dégradation des anticipations d'activité à six mois** (- 0,2 point).

Selon l'institut Ifo, les résultats issus de l'enquête de mai indiquent que « l'économie allemande s'en sort relativement bien dans un contexte international plutôt mouvementé et qu'une croissance trimestrielle de +0,4% était attendue au deuxième trimestre ».



Source : Ifo

* Cette stabilité du climat recouvre les évolutions sectorielles suivantes :

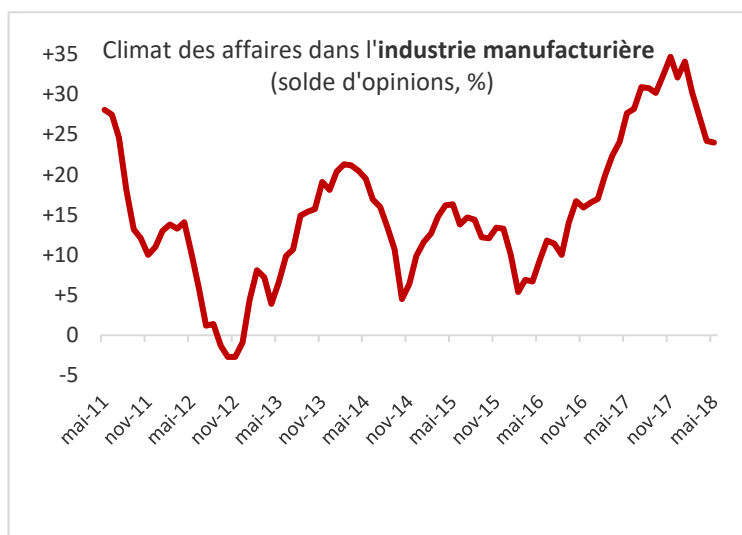
- **nouvelle contraction de l'indice du climat dans le secteur manufacturier bien que moins importante qu'en avril** (-0,2 point après -3,1 points). **Il s'agit du quatrième repli successif.** L'orientation moins favorable de mai tient essentiellement à la détérioration des perspectives d'activité à six mois des manufacturiers tandis que la perception de leur situation actuelle a rebondi dans le sillage « de la hausse de la demande et des carnets de commande » ;
- **franc rebond dans les services après quatre mois consécutifs de baisse** (+0,9 point contre -3,5 en avril) à relier à celui des anticipations d'activité à six mois. En revanche la perception de la situation actuelle des entreprises du secteur a continué de se détériorer ;
- **amélioration du climat dans le commerce de détail et dans le commerce de gros** du fait d'une perception de la situation actuelle bien orientée. Les détaillants et grossistes n'ont pas modifié

significativement leurs anticipations d'activité à horizon six mois ;

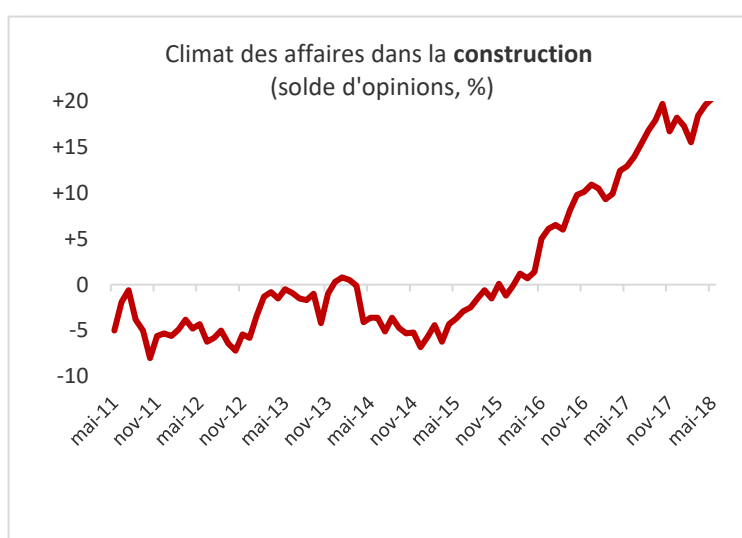
- dans la **construction**, l'indice a continué d'augmenter (+0,7 point après +1,2 point en avril) pour **atteindre un nouveau record historique**. Cette hausse s'explique par la composante « situation actuelle » tandis que les anticipations d'activité des entrepreneurs ont légèrement diminué.

* *
*

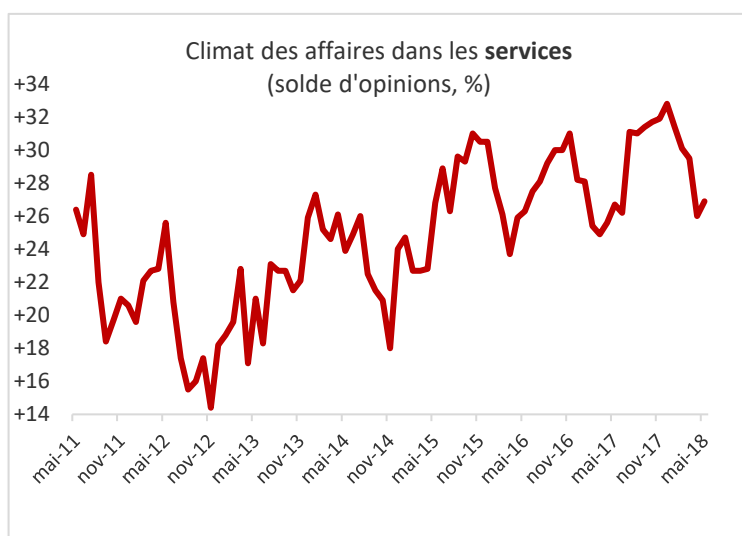
La stabilité du climat des affaires allemand suggéré par l'enquête Ifo n'est pas confirmée par la première estimation des indices PMI de Markit Economics de mai. Dans le **secteur manufacturier**, l'expansion de l'activité aurait en effet nettement ralenti (PMI à 55,0 après 57,4, un plus bas en dix-huit mois). Il en va de même dans les **services** (52,1 après 53,0, un plus bas de vingt mois). Selon Markit, « la récente perte de dynamisme de l'économie allemande observée au premier trimestre se confirme en mai où l'activité a enregistré sa plus faible progression depuis plus de dix-huit mois ».



Source : Ifo

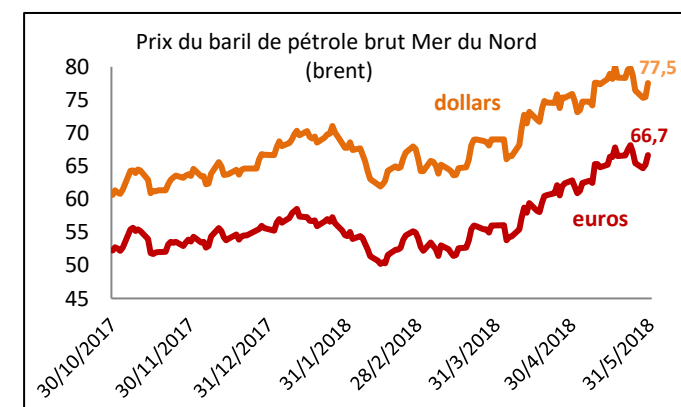
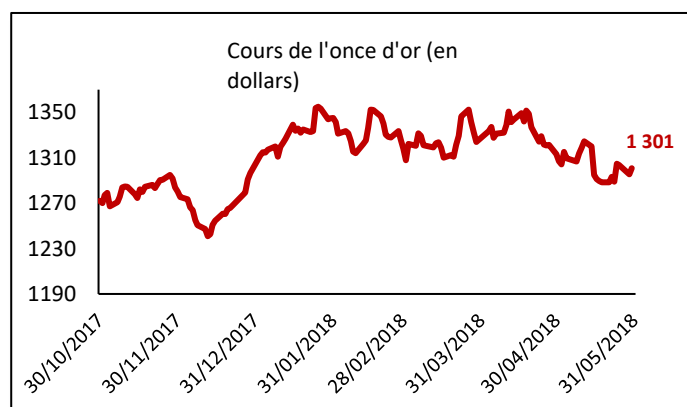
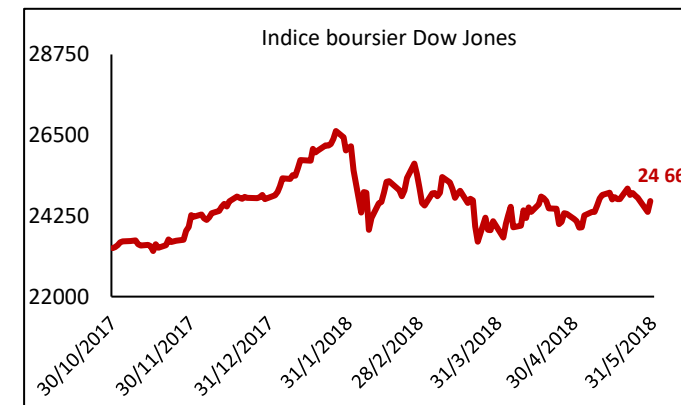
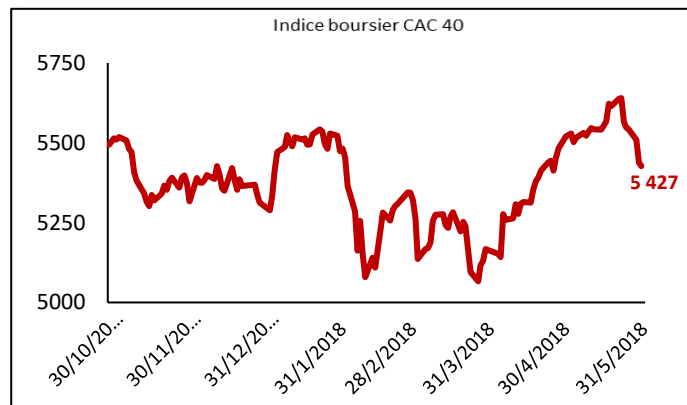
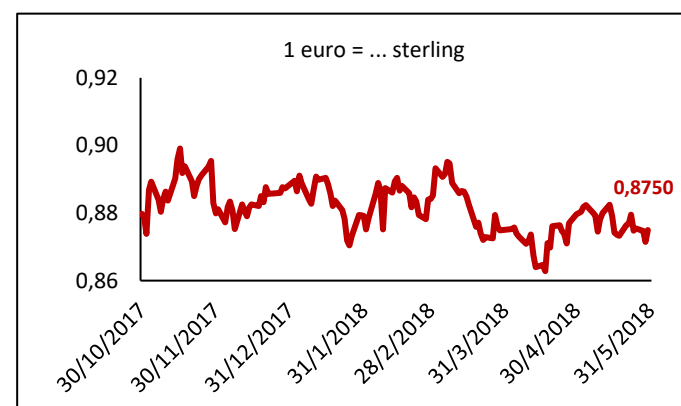
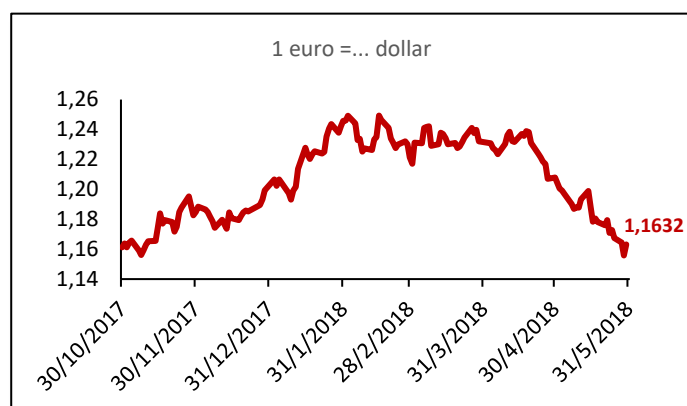
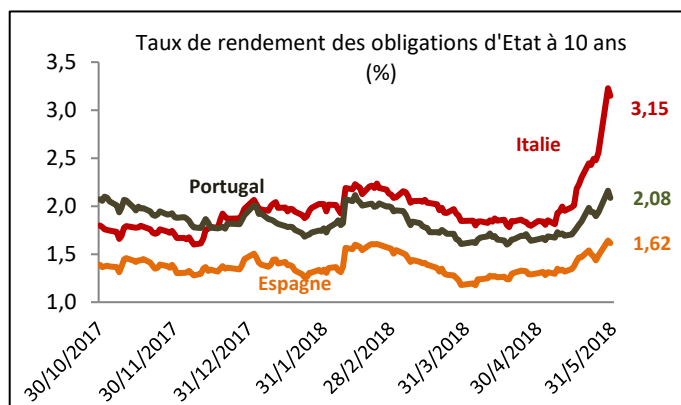
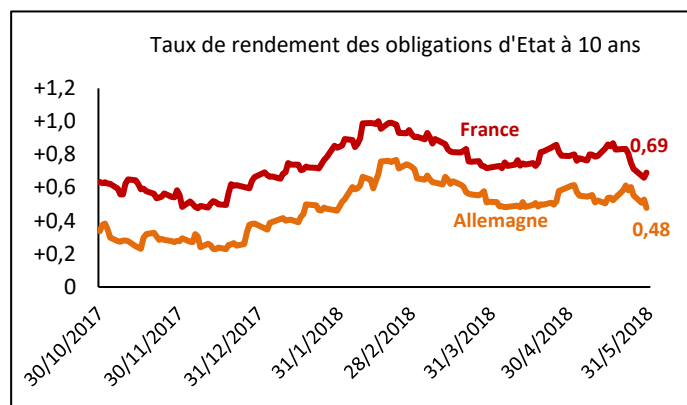


Source : Ifo



Source : Ifo

7. Tendance de la semaine sur les marchés : craintes sur la zone euro dans un contexte de tension sur la dette italienne et fuite vers la qualité



Contact : abenhamou@medef.fr
Rédaction achevée le 31 mai 2018